

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 44 (2017)
Heft: 5

Artikel: La gauche regrette Burkhalter plus que son propre parti
Autor: Brotschi, Markus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912365>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gauche regrette Burkhalter plus que son propre parti

La démission de Didier Burkhalter, ministre des Affaires étrangères, a constitué une surprise, même pour son parti (PRD). Les motifs privés ou politiques de son départ ne sont pas clairs.

MARKUS BROTSCHI

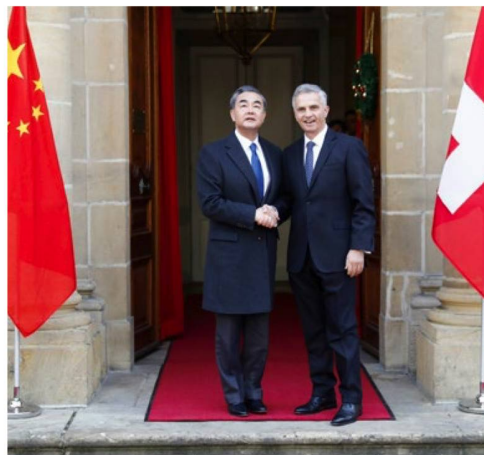
Le 31 octobre 2017, soit huit ans jour pour jour après son entrée en fonctions, Didier Burkhalter va remettre à son successeur le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). La question de savoir s'il va complètement se retirer ou assumer ultérieurement une fonction dans une organisation internationale reste ouverte. Dans sa lettre de démission, Burkhalter a exprimé son souhait de regagner un peu de liberté, après avoir consacré presque 30 ans à la politique. Le travail de conseiller fédéral est très éprouvant, c'est comme si l'on avait une seconde peau, a affirmé Burkhalter (57 ans).

La plupart des parlementaires, également du PRD, parti de Burkhalter, analysent cependant sa démission sous un autre angle. En effet, ils estiment que le conseiller fédéral s'est retrouvé dans une impasse avec son dossier européen. Burkhalter essaie depuis des années de manière persistante à parvenir à un accord institutionnel avec l'Union européenne. Sous l'impulsion de la résistance de l'UDC, un tel accord-cadre a perdu le soutien au sein du PRD et du PDC. De plus en plus de voix se sont élevées pour reprocher à Burkhalter son manque de réalisme et pour affirmer qu'un tel accord était voué à l'échec sous forme d'initiative. «On a laissé Didier Burkhalter poursuivre son chemin vers un accord-cadre, bien que cette voie ne puisse plus réunir la majorité depuis un certain temps déjà», a affirmé Ignazio Cassis, chef de fraction du PRD et successeur possible de Burkhalter, le jour où Burkhalter a annoncé sa démission. Cassis estime que la démission de Burkhalter souligne sa stature d'homme d'État et que la faute repose avant tout sur le Conseil fédéral.

L'homme politique à l'esprit de consensus

Burkhalter a nié avec véhémence avoir tiré les conséquences résultant du manque de soutien pour sa politique. Il a dû éprouver une grande satisfaction lorsque le Conseil fédéral tout entier a maintenu, lors d'une séance européenne organisée peu de temps après son annonce de démission, son cap européen dans les grandes lignes. C'était là l'expression de la politique à laquelle Burkhalter est resté fidèle pendant toute la durée de son mandat. Le Conseil fédéral doit se présenter comme une instance collégiale. Tout le monde doit essayer de trouver un consensus au sein du groupe et éviter de freiner les membres individuels dans leurs projets. Cependant, certains collègues alémaniques de son parti auraient souhaité que Burkhalter s'engage plus fortement en faveur d'une politique «bourgeoise». On lui reproche d'avoir permis trop souvent des majorités centre-gauche avec Doris Leuthard (PDC) et les deux représentants du PS.

C'est ainsi que les représentants du PS et des Verts ont pris avec un grand regret connaissance de la démission de Burkhalter. Ils ont sa-



À l'aise sur le parquet international: le conseiller fédéral Didier Burkhalter avec le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en décembre 2016 à Neuchâtel.

Photo Keystone

lué Burkhalter en tant que représentant d'une Suisse ouverte sur le monde. Selon eux, le PDC et le PRD sont responsables de la démission de Burkhalter étant donné qu'ils l'ont laissé tout seul avec sa politique européenne.

Respect sur la scène internationale

Avec Burkhalter, c'est un conseiller fédéral qui se sentait plus à l'aise sur le parquet international que sur les questions nationales qui se retire. Il a acquis une reconnaissance internationale en 2014 lorsqu'il a présidé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). En tant que médiateur dans le conflit ukrainien et la Crimée, il a réussi à se faire respecter et à obtenir des concessions des parties impliquées dans le conflit. On parlait même de Burkhalter en tant que futur secrétaire général de l'ONU. Burkhalter était moins à l'aise et moins motivé au cours de ses deux premières années à la tête du Département fédéral de l'intérieur (DFI). C'est ainsi qu'il a dû faire face à une défaite dans les urnes, quatre mois seulement après son entrée en fonctions. Le peuple a rejeté l'abaissement du taux de conversion dans le deuxième pilier. Certes, l'initiative n'était pas celle de Burkhalter, vu qu'il l'avait héritée de son prédécesseur Pascal Couchepin.

Après seulement deux années au DFI, Burkhalter a saisi la première occasion pour passer au DFAE après la retraite de la ministre étrangère Micheline Calmy-Rey. Il a même été accusé de désertion. Le Département des affaires étrangères correspondait sans aucun doute mieux au libéral-radical neuchâtelois ouvert sur le monde que la rude lutte nationale pour des réformes en matière de retraites et de soins de santé.

MARKUS BROTSCHI EST CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE POUR LE TAGES-ANZEIGER ET LE BUND